



COMMUNICATION DU MRC.

La grave crise des deux Régions Anglophones et l'attitude politique du Président BIYA: La question de la vacance du pouvoir au sommet de l'État.

Depuis octobre 2016, les deux Régions anglophones du Cameroun sont entrées dans une profonde crise politique, qui a depuis viré au drame avec de la torture, des traitements inhumains et dégradants, des arrestations massives ne respectant pas toujours les procédures judiciaires en vigueur dans notre pays, et même des cas allégués de disparition.

De fait, ces deux Régions sont installées dans une situation d'état d'urgence, voire d'exception, avec tout ce que cela comporte de dérives pour les droits humains, et de désorganisation pour la vie sociale et économique.

La situation générale dans cette partie de notre pays est tellement troublée que malgré les multiples annonces de rentrée scolaire faites de manière propagandiste tout au long de l'année dernière sur les ondes de la radio et de la

télévision publiques, ainsi que dans les colonnes du journal gouvernemental Cameroon Tribune, ces deux Régions ont connu une quasi année blanche.

L'année scolaire 2017-2018 ne s'annonce guère mieux. En effet, les événements spectaculaires du vendredi 22 septembre 2017 qui ont vu les populations des deux Régions braver l'impressionnant service de sécurité mis en place par le gouvernement pour exprimer leur volonté de voir enfin s'établir, sous les auspices de l'État, un dialogue national sur la question anglophone, font peser de lourds nuages sur cette nouvelle rentrée scolaire. Les explosions dans les Régions du Nord Ouest et du Littoral, actes de violence inédits dans notre pays, en rajoutent à la tension déjà élevée et à l'inquiétude des populations.

Nous n'avons cessé de dire que la sécession n'est pas une option. Le MRC sera de tous les combats contre la sécession et nous saisissons cette occasion pour condamner, avec la dernière énergie, toute tentative de partition du Cameroun, notre cher pays, dessiné et façonné par une histoire que nous devons assumer collectivement, tout en ayant la lucidité de corriger les éventuelles erreurs et injustices qui ont pu être commises. Mais, c'est désormais une évidence de dire que le Gouvernement a montré son incapacité ou son manque de volonté de gérer cette crise dans un souci de construction nationale et de préservation de l'unité de notre pays. Tenez ! Sans que l'on comprenne bien la logique poursuivie, le Gouvernement a choisi la curieuse option de porter en dehors du pays une crise dont la solution était et reste à sa portée, pour peu que le Président de la République daigne prendre la mesure de la gravité de la situation et s'impliquer personnellement dans sa gestion, au lieu de laisser des faucons et des sécuocrates, sans aucune légitimité politique, se substituer à lui.

Les graves événements du 22 septembre dernier, qui ont donné au monde entier l'ampleur de la crise et du problème anglophone dont certains ont, contre toute évidence, tenté de nier l'existence, se sont déroulés alors que le Président de la République prenait part, à New York, à la 72ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

La gravité de la situation dans les deux Régions concernées commandait que le Président de la République ne fasse pas le déplacement de New York où il n'a même pas évoqué le sujet, mais aille plutôt à la rencontre des ses compatriotes en colère. Il a préféré le voyage de New York, contre toute logique politique. Par ce déplacement inopportun, il a marqué, une fois de plus, son désintérêt pour les préoccupations politiques de ses compatriotes.. Son attitude renseigne à suffisance sur son sens de l'État et sa conception de la dévolution du pouvoir. En

effet, dans un système démocratique, un élu politique ne saurait afficher du mépris et de l'arrogance face aux électeurs, sauf à considérer qu'il tient son pouvoir de mécanismes capables de s'affranchir de l'expression de la volonté du peuple souverain.

Passe encore qu'il se soit rendu à New York contre toute logique ! Tout dirigeant responsable aurait immédiatement interrompu son séjour à l'étranger pour revenir prendre personnellement en main la gestion de la crise. En effet, face à l'évolution périlleuse de la situation, le Président de la République aurait dû marquer le coup en rentrant au Cameroun toutes affaires cessantes, afin d'assumer ses responsabilités constitutionnelles. Malheureusement, il est officiellement porté disparu depuis son discours tenu devant une enceinte de l'ONU vide.

Évoquant les conflits qui perdurent dans le monde, il a déclaré à la tribune des Nations Unies: « [ils] engendrent douleurs et souffrances... Que de morts... Que de réfugiés et personnes déplacées... Que d'enfants errant sans toit et à l'avenir incertain, voire brisé... (...) mobilisons-nous, redonnons, dans nos politiques, dans notre comportement et dans nos actions, priorité à l'Être Humain. (...) Accordons nos actes à nos paroles. Ce faisant, nous offrirons à nos populations des conditions d'une vie décente... Priorité à l'Être Humain ! ». Il a conclu : « Aujourd'hui nous sommes tous, je dirais, « mendiants de la paix ». Et ces menaces persistantes nous interpellent tous au plus haut niveau. ». Ces propos aux accents humanistes prononcés par le Président BIYA laissent penser que dans le cadre de la gestion de la crise anglophone, il ferait oublier sa sortie guerrière du 31 décembre 2016 et l'indifférence politique qu'il a jusqu'ici affichée.

Or, durant son séjour à New York – dont on ignore s'il se poursuit toujours – il n'a ni cherché à engager, même de manière informelle, des échanges avec les compatriotes anglophones de la diaspora, ni tendu la main à ceux qui ont été contraints, depuis le début de la crise en 2016, à l'exil par la répression.

Le pays est orphelin de son Président au moment où il a le plus besoin de lui. Le peuple est devenu « mendiant de la paix » et de l'attention du Chef de l'État, plus porté à disserter sur la pauvreté et les souffrances à travers le monde qu'à s'investir véritablement dans la recherche volontariste de solutions à la grave crise anglophone qui secoue la Nation. Combien de morts et de destructions faut-il pour que le Président de la République, qui concentre entre ses mains tous les pouvoirs au sein de l'État, se ressaisisse et s'acquitte enfin des missions pour

lesquels il a sollicité, une énième fois, les suffrages des Camerounais en 2011? Attend-il la partition du Cameroun pour agir? Mais agir à faire quoi quand la maison-Cameroun aura volé en éclat? Il sera trop tard.

La situation du pays est si incandescente que le Président de l'Assemblée Nationale, jusque-là peu disert sur la question, s'est senti obligé de convoquer, le 26 septembre 2017, en urgence, le Bureau de l'Assemblée Nationale élargi aux députés portes paroles des partis politiques non représentés au Bureau de l'auguste Chambre, ainsi que les élus RDPC des régions du Nord- Ouest et du Sud-Ouest, pour évoquer « la situation qui prévaut actuellement au Cameroun, suite à la crise dite « Anglophone » ». De même, le Sénat jusqu'ici inaudible a jugé utile de réunir en urgence son Bureau le 27 septembre sur le même sujet. Que le très conservateur et ultra partisan Président de l'Assemblée Nationale – habituellement peu disposé à associer des députés autres que ceux de son parti, le RDPC, et ceux des partis-clients de celui-ci aux décisions de la Chambre qu'il préside – ait décidé de prendre de l'initiative est à la fois éloquent sur le degré de gravité de la situation et révélateur d'un vide au sommet de l'État.

De fait, la tenue de cette réunion dite du “Bureau élargi de l'Assemblée nationale” sur la crise anglophone, met crûment en lumière l'absence du Président de la République. Au regard de la situation dans les deux Régions Anglophones du pays depuis bientôt un an, mais surtout de la menace que font planer les extrémistes sécessionnistes à la date du 1er octobre 2017, cette absence, mise en évidence par le Président de l'Assemblée Nationale, confirme la défaillance du Président de la République, Chef de l'État. Le Titre II de la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, modifiée en mars 2008, dispose en son article 6 (4) : «En cas de vacance de la Présidence de la République pour cause de décès, de démission ou d'empêchement définitif constaté par le Conseil Constitutionnel, le scrutin pour l'élection du nouveau Président de la République doit impérativement avoir lieu vingt (20) jours au moins et cent vingt (120) jours au plus après l'ouverture de la vacance.».

Pour des raisons qui lui sont propres, le Président de la République n'a jamais voulu mettre en application ni les dispositions de la Constitution de 1996 créant les Régions dans notre pays, ni celles créant le Conseil Constitutionnel. Ceci est devenu, au bout vingt et un (21) ans, une faute politique grave. Néanmoins, il revient à la Cour Suprême, siégeant comme Conseil Constitutionnel, de constater juridiquement la vacance de la Présidence de la République.

Nous n'avons cessé de relever avec regret que le Président de la République

n'a jamais jugé utile de se rendre dans la Région de l'Extrême-Nord où les terroristes de la secte Boko Haram tuent de paisibles populations et des soldats depuis mai 2014, pour porter aux populations meurtries la compassion et le réconfort de la Nation, ni dans la Région de l'Est où les rebelles centrafricains multiplient des incursions meurtrières.. Nous nous devons de constater maintenant que l'absence prolongée du Président de la République au moment où la Nation court un danger réel est un fait politique et juridique objectif justifiant des interrogations sur la vacance du pouvoir au sommet de l'État.

Si devant cette menace sérieuse que constitue la situation politique, sociale et sécuritaire, particulièrement préoccupante dans les Régions du Nord Ouest et du Sud-Ouest, le Président de la République n'était pas de retour au Cameroun avant le 1er octobre prochain, s'ouvrirait en effet, la voie à une possible constatation de la vacance du pouvoir par la Cour suprême statuant comme Conseil constitutionnel.

Dans aucun pays au monde l'on ne peut comprendre qu'un Président de la République, pour quelque raison que ce soit, disparaisse sans informer la Nation, alors que la situation politique, sociale et sécuritaire est, non seulement délétère, mais s'annonce explosive. L'agenda du Président de la République est inconnu du peuple depuis la fin de son allocution au Nations Unies le vendredi 23 septembre 2017. Sauf si la Cour suprême-Conseil constitutionnel a été dûment informée des raisons et de la durée de cette absence présidentielle, elle doit exercer les attributions que la Constitution du pays lui donne en pareille circonstance.

Car, l'heure est grave. C'est notre existence en tant que Nation qui est dangereusement menacée en son unité et son intégrité territoriale! Je lance un appel patriotique à tous les Camerounais, Anglophones et Francophones, à se mobiliser comme un seul Homme, pour barrer la voie à la partition de notre pays. Le leurre de la sécession conduira à plus de morts, de larmes et de souffrances. Les forces de défense et de sécurité, dont la présence massive dans les deux Régions n'a cessé de se renforcer, doivent faire preuve de discernement dans l'accomplissement de leur mission et ne jamais perdre de vue que leur mission première est la protection de la population.

Dans le même temps, devant l'inaction du Chef de l'Exécutif, je lance un appel solennel au Parlement national, élu de la Nation et représentant du peuple camerounais, pour qu'au-delà des réunions bureaucratiques sans lendemain, ses deux Chambres prennent une initiative politique conséquente consistant en une

mission politique parlementaire de paix dans les deux Régions anglophones et le création immédiate d'un cadre parlementaire de dialogue pour trouver une solution adéquate à la crise qui perdure. Il y a urgence ! Vive le Cameroun uni, fraternel, riche de sa diversité anglophone et francophone.

Le Président National du MRC

Maurice KAMTO Yaoundé le 28 septembre 2017.
